Pauvreté, dépenses contraintes : la crise frappe durement les plus modestes

Article publié dans l'Anticapitaliste : Pauvreté, dépenses contraintes : la crise frappe durement les plus modestes | L'Anticapitaliste (lanticapitaliste.org)

Contrairement à ce que le gouvernement a tenté de faire croire, le niveau de vie moyen a baissé en France en 2020.

Ainsi, le « revenu disponible ajusté » (qui tient compte de tous les transferts publics reçus par les ménages) a baissé de 1,5 % quand on tient compte de l'inflation et de l'évolution démographique. Derrière cette moyenne se cache de grandes disparités : les plus précaires ont vu leur niveau de vie s'effondrer pendant que les plus riches ont vu leur épargne (et leur patrimoine immobilier) s'envoler.

Les travailleurEs les plus modestes ont vu leur revenu baisser en 2020

Une récente note de l'INSEE indique qu'une personne sur cinq est en situation de pauvreté monétaire (niveau de vie inférieur à 60 % du niveau de vie médian) ou de privation matérielle et sociale (non-accès aux biens et services fondamentaux). C'est beaucoup plus pour les familles monoparentales (42 % sont affectées par au moins un type de pauvreté) et les couples avec trois enfants ou plus (33 %).

Pour bien appréhender l'ampleur des inégalités, il ne faut pas se focaliser uniquement sur les revenus. Il faut également s'intéresser aux dépenses des ménages. Une récente note de France Stratégie montre très clairement que la part des « dépenses pré-engagées » (dépenses contraintes à court terme car dépendant d'un contrat : loyers, remboursements d'emprunts, assurances…) dans la consommation est bien plus forte chez les plus pauvres. Elle est chez elles et eux de 41 % (en 2017) contre 28 % chez les plus aisés. Cet écart tend à s'accroître avec le temps, si bien que les inégalités de « revenu arbitrable » (une fois déduit les dépenses pré-engagées) tendent à augmenter. Si on s'intéresse également aux dépenses « peu compressibles », comme l'alimentation ou les transports, on constate que leur part est aussi plus importante dans la

consommation des plus pauvres.

Pour résumer, les travailleurEs les plus modestes ont vu leur revenu baisser en 2020 alors que la part de leurs dépenses contraintes ne fait qu'augmenter, notamment les loyers (sur fond de flambée des prix immobiliers qui bénéficie avant tout aux plus riches). Dans le même temps, le coût d'une vie décente augmente bien plus vite que l'inflation officielle. Quand on creuse un peu, le tableau est ainsi bien plus sombre que ce qu'indiquent à première vue les statistiques officielles. Ce qui limite encore la casse pour les plus pauvres, ce sont les dépenses sociales (allocations chômage, pensions de retraite…), qui sont plus que jamais dans le viseur du gouvernement, pour lequel la priorité est à la réduction du déficit public et aux dépenses « utiles », c'est-à-dire celles qui subventionnent les capitalistes.

Gaston Lefranc, le 8 septembre 2021